

# WORKSHOP NEWS

DEUXIÈME JOUR

e u c v 4 C c o n f e r e n c e

## CORRUPTION ET BLANCHIMENT

*Défis et perspectives dans le secteur forestier.*



# TRANSPARENCE ET CORRUPTION AU SEIN DU SECTEUR DES RESSOURCES NATURELLES DANS LE BASSIN DU CONGO

La première session de la deuxième journée de l'atelier régional sur l'exploitation forestière illégale dans le bassin du Congo, était focus sur la problématique de la corruption dans le secteur forestier. La session s'est ouverte par la présentation de Davyth Steward, chef du projet Leaf à Interpol. Il a planté le décor des échanges sur la corruption dans le secteur forestier par une définition globale de la corruption. Ainsi, selon Interpol la corruption c'est l'abus de pouvoir confié à des fins privées, ou toute action ou omission d'agir de la part d'un individu ou d'une organisation, publique ou privée, en violation d'un devoir ou d'une obligation en vertu de la loi ou d'une fiducie à but lucratif ou lucratif.

Dans sa présentation, il a tenu à relever que dans beaucoup de pays l'inertie des acteurs impliqués dans l'application des lois peut être considérée comme un soupçon de corruption. Un fléau, qui aujourd'hui représente de grands risques surtout dans le secteur forestier. Car, dans le cadre du projet Leaf par exemple, Interpol a pu relever les réseaux criminels recourant à la corruption et à la corruption de fonctionnaires pour établir un « passage sûr » aux mouvements illégaux de bois. Les mêmes itinéraires sont utilisés pour transporter des drogues et des armes à feu. « Le secteur forestier est particulièrement vulnérable à la corruption, car de nombreuses forêts, en particulier les forêts tropicales, sont situées dans des juridictions à gouvernance faible et à régimes de réglementation médiocres, qui souffrent souvent d'une corruption systémique »



Selon Interpol donc les personnes les plus susceptibles d'être impliquées dans la corruption dans le secteur forestier sont des fonctionnaires des agences forestières, des agents des forces de l'ordre et des responsables d'entreprises forestières.

Les pertes causées par la corruption dans le secteur forestier sont donc colossales. INTERPOL estime le coût global annuel de la corruption dans le secteur forestier à environ 29 millions de dollars. Dans une étude récente menée par le projet TREES en collaboration avec INTERPOL, la corruption a été identifiée comme se produisant le plus souvent au : point de récolte (50%) ; suivi du transport routier (23,1%) ; usines de transformation (26,9%).

INTERPOL encourage les pays à réduire les risques de corruption en encourageant les services répressifs à accorder la priorité aux enquêtes anticorruption et à accroître les chances de détection

## PERSPECTIVES

Pour dissuader les corrupteurs et les corrompus, la probabilité de se faire prendre est l'un des plus grands facteurs de dissuasion de la corruption. Toutefois, comme la soutenu Davyth Steward, les pays doivent donner la priorité aux enquêtes anti-corruption et augmenter les chances de détection. Pour la société civile, le chargé des programmes assistant, Claude Simo Hyepdo qui faisait partie du panel de

présentation de cette première session, a indiqué qu'elle doit continuer à jouer le rôle de veille citoyenne pour la défense de l'intérêt général (« watchDog » communautaires), Développer une approche de leadership basée sur l'efficacité. Les OSC doivent également devenir une force de proposition et saisir l'opportunité qu'offrent les NTIC (moyens de dénonciation et de plaider)

---

## GENERALITES SUR LA CORRUPTION

---

**De la présentation** du chargé des programmes assistant, Claude Simo Hyepdo, l'on peut retenir qu'il existe quatre formes de corruption

- **Corruption passive**

La corruption passive est le fait de solliciter, d'agréer ou d'exiger, directement ou indirectement, des offres, des dons, des présents ou des avantages quelconques pour accomplir ou s'abstenir d'accomplir un acte relevant directement de sa fonction, de sa mission ou de son mandat ou un acte illicite par sa fonction, sa mission ou son mandat.

- **Corruption active**

La corruption active est le fait de proposer, à tout moment, directement ou indirectement, des offres, des promesses, des dons, des présents ou des avantages quelconques pour obtenir d'une personne en charge

d'une fonction, d'un mandat ou d'une mission, qu'elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte de sa fonction, de sa mission ou de son mandat ou facilité par sa fonction, sa mission ou son mandat.

- **Grande Corruption**

La corruption est souvent caractérisée de grande, parce qu'elle est manœuvrée par les décideurs – cadres moyens, cadres supérieurs, élites au pouvoir – chargés de gérer ou de créer les règles et procédures du système de gouvernance.

- **Petite Corruption**

La corruption est dite petite lorsqu'elle est le fait d'exécutants souvent appelés « petits fonctionnaires » qui n'ont aucun pouvoir de décision. Elle a souvent pour support de petits pots-de-vin, racket etc .

# LES VISAGES DE LA CORRUPTION DANS LE SECTEUR DE LA FAUNE

**E**stimé à 23 milliards de dollars, le commerce mondial illégal d'espèces sauvages constitue une importante filière qui alimente la corruption dans le secteur de la faune en Afrique centrale. La présentation faite par Denis MAHONGHOL, Chargé de Programme Forêts et Commerce au bureau Afrique Centrale TRAFFIC l'illustre parfaitement. Entre pot de vin, falsification documentaire, favoritisme, trafic d'influence la corruption prend ici divers formes et s'adapte sans cesse au contexte. S'appuyant sur des réseaux bien huilés, et impliquant dans certain cas des responsables d'administration,

la corruption sert de courroie de transmission entre le blanchiment d'argent et les trafics en tout genre, alimentant de fait les circuits de la criminalité faunique. On peut noter ainsi qu'entre 2002 et 2011, dans l'ensemble du Bassin du Congo, les éléphants de forêt ont diminué de 62%, ce déclin spectaculaire s'est poursuivi et s'est même accéléré avec des pertes cumulées de 90% dans certains paysages notamment dans le bloc de la forêt de Ngoyla-Mintom, Boumba Bek et le parc national de Nki, dans la région entre 2011 et 2015.

## PISTE DE SOLUTION

Mise en place dans certains pays des unités anti-corruption, le développement de plan d'actions sous-régionales, le renforcement des mécanismes d'application des législations nationales sur la faune sauvage constituent de toute évidence des actions à féliciter et des voies à explorer.

Seule une action concertée entre les différentes parties prenantes couplée à une coopération internationale peut venir à bout de ce phénomène. Aussi, l'application effective des résolutions de la CITES serait un début de solution

### Exemples de corruption le long de la chaîne de commerce

Etape du commerce	Agents impliqués	Forme de corruption	Impacts
Etablissement des politiques et législations (Avis d'appels d'offre)	Agents de la mise en application de la loi, Membres des commissions Ad-hoc, etc.	Grande corruption Népotisme Trafic d'influence Conflits d'intérêts Pots-de-vin	Compromission de la prise de décisions sur les politiques, la législation, sur l'allocation des ressources et la gestion de celles-ci. Encouragement de la criminalité faunique et la poursuite des activités de corruption.
Délivrance de permis et de licences pour la collecte légale de la faune	Gestionnaire des parcs, Autorités agréés	Falsification documentaire, pots-de-vin, favoritisme	Permet le braconnage, la criminalité faunique et de masquer les produits illégaux en produits légaux
Braconnage, collecte illégale d'espèces sauvages	Conservateurs, écogardes	« fermer les yeux », participation au braconnage, pots-de-vin	Espèces protégées tuées, extinction possible des espèces
Transport, Export/import	Contrôleurs de check-points, gardes frontières, officiers de Douanes	Dissimulation des envois, fraude documentaire, pots-de-vin	Franchissement des check-points, entrée dans le marché étranger, possibilité de transport des maladies liées à la faune sauvage.
Vente des produits illégaux de faune	FMO, agents d'inspection	Fraude documentaire, complicités, pots-de-vin	Ventes illégales ouvertes ou dissimulées
Enquêtes et poursuites contre les criminels de la faune	FMO, Conservateurs, écogardes, Procureurs, Juges, représentants du gouvernement	Omission d'enquêtes, perte de preuve, report de cas en justice, libération de suspects, imposition de pénalités faibles ou non-imposition de pénalités	Criminels faunique libres de poursuivre leurs activités, Pas de moyen de dissuasion efficace pour ces criminels

# AU-DELA DES CONCESSIONS FORESTIERES

La corruption et le crime financier à la croisée de la plupart des crimes

La corruption et le crime financier sont des moyens essentiels pour la survie de tout réseau terroriste criminel. Et la technologie a augmenté la facilité et la rapidité du blanchiment de fonds illicites. La corruption quant à elle est considérée comme la forme la plus courante de corruption, suivie par la fraude, l'abus de fonction, l'extorsion et le népotisme. D'après l'exposé de Davyth Stewart, en charge du projet Leaf à INTERPOL, les mouvements d'argent transfrontaliers et la corruption dans le secteur forestier sont globalement estimés à 29 milliards USD. Les réseaux criminels recourent à la corruption des fonctionnaires pour établir un « passage sûr » aux mouvements illégaux de bois. Les mêmes itinéraires sont utilisés pour transporter des drogues et des armes à feu.

Et les personnes les plus susceptibles d'être impliquées dans la corruption dans le secteur forestier

sont des fonctionnaires des agences forestières, des agents des forces de l'ordre et des responsables d'entreprises forestières.

## *Comment réduire la corruption ?*

Pour ce qui est de la stratégie d'INTERPOL, il serait astucieux que les pays membres accordent la priorité aux enquêtes anti-corruption et augmentent les chances de détection.

Pour cela, INTERPOL s'emploie à sensibiliser et à renforcer la capacité des pays membres à prévenir, détecter, enquêter et poursuivre la corruption.

Bon, à savoir, le blanchiment d'argent est le processus qui dissimule les profits illégaux d'une infraction principale sans compromettre les criminels qui souhaitent bénéficier du produit. Par conséquent, pour tenter de limiter ces infractions, il faudrait accentuer la lutte contre le blanchiment d'argent en mettant en place des stratégies qui vont permettre aux Etats de récupérer les sommes perdues. Non sans oublier de condamner les auteurs de ces crimes.

## LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX DANS LE COMMERCE DES ESPECES DE FAUNE ET DE FLORE

Dans un exposé proposé lors de la seconde journée de cet atelier, Haruko Okusu du Secrétariat de la CITES indique que plus de 13 millions de transactions commerciales liées à la CITES sont fournies par les États membres. En effet, cette convention couvre diverses transactions commerciales internationales parmi lesquelles l'importation, l'exportation, la réexportation et l'introduction en provenance de la mer (pêche en haute mer). Incluant également à la fois les animaux et les espèces végétales, vivants et morts, les spécimens entiers ainsi que les parties et les dérivés.

Si l'on s'en tient aux informations contenues dans la base de données sur le commerce, il se trouve que la valeur du commerce international illicite d'espèces sauvages peut atteindre des milliards de dollars US par an. A titre d'exemple, le commerce des pythons utilisés pour la production des bracelets, sacs, chaussures et autres produits de luxe est estimé à environ 1 milliard de dollars par an.

Il devient donc nécessaire que chaque partie interviene dans la lutte contre le commerce international illégal d'espèces sauvages afin d'assurer l'application efficace de la CITES pour contrôler le commerce international légal des espèces. Il faut dire que lorsque la CITES a commencé en 1975, 18 espèces d'arbres ont été incluses dans les annexes.

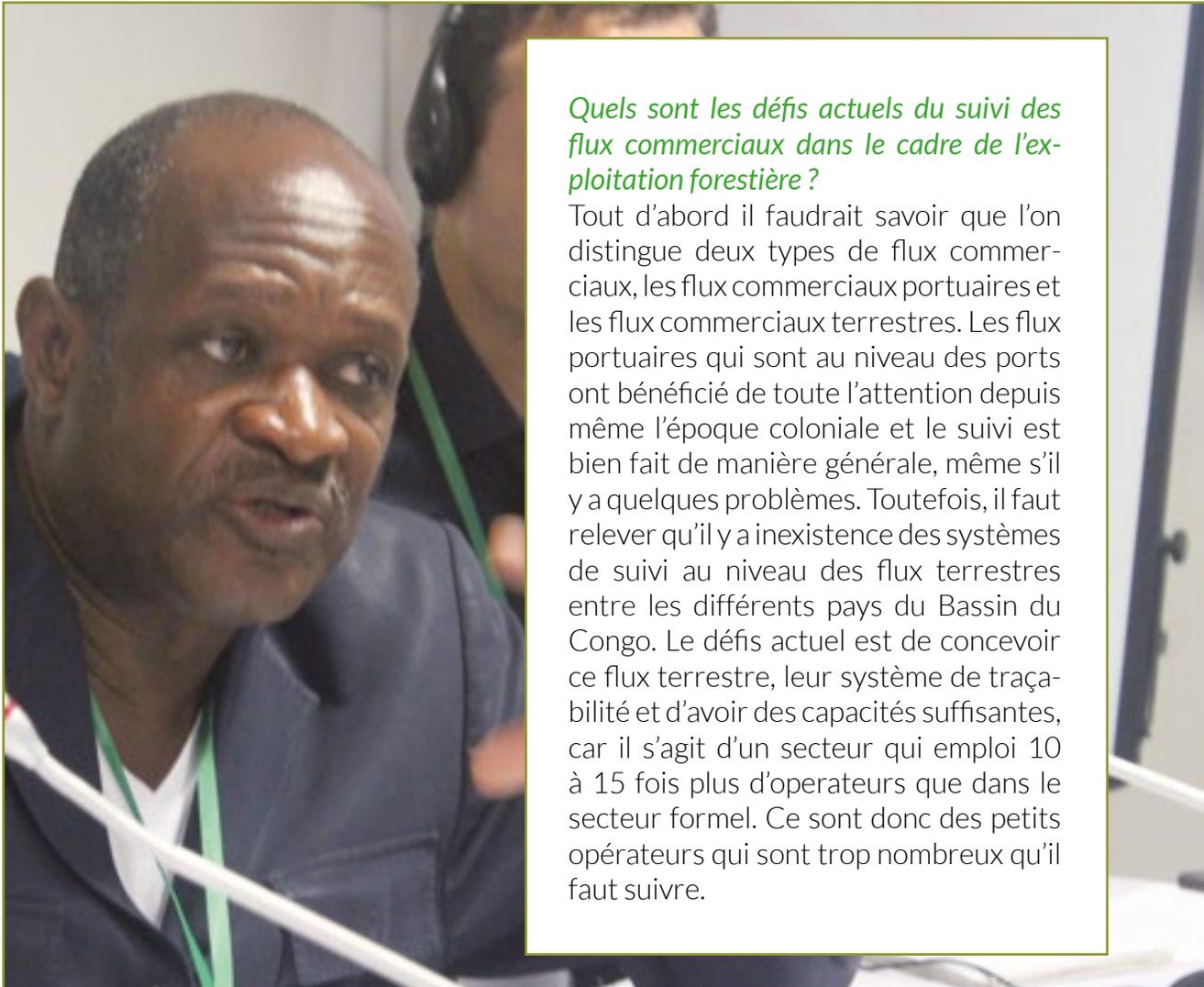
Aujourd'hui, plus de 900 espèces d'arbres sont inscrites aux annexes, et parmi celles-ci, plus de 600 sont commercialisées pour leur bois.

Au vu de ce qui précède, au cours de la dernière CoP17 en 2016 à Johannesburg, plus de 300 espèces d'arbres ont été placées sous le contrôle du commerce CITES, et parmi elles, certaines étaient des espèces ligneuses.

Et à l'issue de cette rencontre plusieurs décisions et résolutions importantes sur des questions d'application liées au commerce illégal d'espèces d'arbre avaient été prises.

*Interview*

## Les décisions de suivi doivent être décentralisées à partir de l'exploitation jusqu'à l'exportation du bois



*Quels sont les défis actuels du suivi des flux commerciaux dans le cadre de l'exploitation forestière ?*

Tout d'abord il faudrait savoir que l'on distingue deux types de flux commerciaux, les flux commerciaux portuaires et les flux commerciaux terrestres. Les flux portuaires qui sont au niveau des ports ont bénéficié de toute l'attention depuis même l'époque coloniale et le suivi est bien fait de manière générale, même s'il y a quelques problèmes. Toutefois, il faut relever qu'il y a inexistence des systèmes de suivi au niveau des flux terrestres entre les différents pays du Bassin du Congo. Le défis actuel est de concevoir ce flux terrestre, leur système de traçabilité et d'avoir des capacités suffisantes, car il s'agit d'un secteur qui emploie 10 à 15 fois plus d'opérateurs que dans le secteur formel. Ce sont donc des petits opérateurs qui sont trop nombreux qu'il faut suivre.

**Dr Richard Eba'a Atyi, CIFOR**

### *Quels sont les différents problèmes auxquels font face les flux commerciaux de bois dans le Bassin du Congo aujourd'hui ?*

L'un des problèmes est l'inadaptation des législations. Il y a beaucoup de vides juridiques et en plus il y a ce problème de corruption dont nous en avons parlé à la première session du deuxième jour de cet atelier. Il se met en place des systèmes de taxes parallèles où sont impliqués à la fois des administrations, les hommes d'affaires mais aussi des responsables des populations locales. Toutefois, j'insiste la dessus, l'avenir du commerce du bois se trouve plutôt dans ces flux entre les pays du bassin du Congo puisque l'Europe, l'Amérique se protègent par des législations et ils ont en fait plus de bois que nous et leur croissance économique sont arrivés presque à un niveau de stabilité maximum. Les croissances démographiques feront à ce qu'il y aura plus de demande et cela se voit dans les pays africain.

### *Dans le cadre du processus APV certains pays du bassin du Congo sont engagés dans la mise en place d'un système de traçabilité, comment appréciez-vous ces systèmes ?*

Le système qui est en cours de développement est d'abord mis en œuvre pour les bois qui seront exportés en Europe par voie portuaire, ceci représente dans le monde entier environ 600 000 m<sup>3</sup>. Par contre, si vous prenez un pays comme le Tchad lui seul consomme 200 000 m<sup>3</sup> et le marché camerounais lui il consomme plus d'un millions de m<sup>3</sup> de bois de sciage, on constate qu'il n'y a pas de système de suivi. Cela veut donc dire que le système de suivi qui est entrain de se mettre en place peut être permettra d'écouler des produits traçables vers l'Europe, mais ne résout pas le problème de la gestion durable et des menaces qui pèsent sur les forêts camerounaises. Puisque les marchés qui consomment beaucoup ne sont



pas encore pris en compte dans un système de suivi

### *Dans votre exposé vous avez indiqué que l'importation des produits forestiers entre le Cameroun et le Tchad reste en pratique un processus complexe et long qu'est ce qui peut expliquer cela ?*

Il y a un grand nombre de documents à produire et une sorte de lenteur bureaucratique assez naturelle en Afrique centrale et qui ne devrait pas exister parce que le commerce devrait être un peu plus libéré entre les deux pays. Il suffit seulement de mettre en place des principes simples de vérification de la légalité et éviter les duplications des documents. Ces complications sont inutiles et incitent les hommes d'affaires à recourir à des voies de corruption. Il s'agit seulement de mieux appliquer les règles de la Cemac et pour ce qui est spécifique au secteur forestier de faire reconnaître entre les différents pays les documents qui retracent l'origine des bois.

### *Selon vous quels sont les perspectives aujourd'hui pour un suivi des flux commerciaux de bois efficace dans le bassin du Congo ?*

Il faut d'abord une sorte de conscientisation sur les produits qui ne peuvent pas être exportés sur la place portuaire et ensuite il faut une implication des acteurs décentralisés. Et puisqu'il y a une multitude de points décentraliser, les décisions de suivi doivent être décentralisé à partir de l'exploitation jusqu'à l'exportation du bois.

# FOREST INSPECTION AND CONTROL AND ENFORCEMENT



The landscape of forest control and law enforcement is made up a wide variety of agencies working to assure that the laws of respective countries are upheld with regards to forest activities. The presentations reflected this diversity: demonstrating the range of tools and mechanisms that each actor develop and are reliant upon to carry out their remits.

Where law enforcement is concern, a high degree of rigour and evidence is needed to verify compliant and non-compliant actors in the timber trade, this could also be deduced across the presentations.

Presenting methodologies and tools for verification, Bureau Veritas and The Unit for Forest Legality and Traceability, neither representative came under scrutiny of the floor's questions.

There remained a deal of scepticism with regards to the processes adopted by the Cameroonian ports and the National Control Brigade and questions were directed towards them concerning:

1. The approval of timber proccessing companies setting up station in remote forest areas

where access is limited. How can they permit such companies in said locations? And furthermore, how do they inspect and verify the legality of their processes and activities?

2. Will Cameroon Government ever mandate an Independent Observer and demonstrate their transparency that they speak of?
3. With the set up the of the new port of Kribi, will measures be in place that will address the current logistical and administrative issues that pose problems to law enforcement?

Responses from the respective agencies assured that mobile teams and knowledge of operating companies were documented and known. With regards to new facilities- lessons have been learned and obstacles are noted to better improve the remit of custom teams at the ports.

What can be taken away from the session is the overlapping need of documentation, evidence and rigour across the different initiatives to improve credibility and functioning legality of actors.

# DES SOLUTIONS POUR COLLECTER ET PARTAGER DES INFORMATIONS AVEC LES SERVICES CHARGÉS DE L'APPLICATION DE LA LOI

Deux solutions pour la collecte et le partage des informations avec les services chargés de l'application de la loi ont été présentés par Oumar Algadi Atim, du bureau régional Interpol Yaoundé. La première solution vise à soutenir la création de Groupes d'appui nationaux pour la sécurité environnementale (NEST) connectés aux niveaux régional et international via les Bureaux centraux nationaux INTERPOL. C'est un mécanisme qui vise à rassembler les services chargés de l'application de la loi afin de préserver la sécurité environnementale.

Les avantages du mécanisme NEST sont entre autres :

- \* Centraliser les efforts déployés contre les atteintes à l'environnement ;
- \* Mettre en place une riposte caractérisée par la Coordination, la coopération et la collaboration
- \* Eviter les doubles emplois ;
- \* Garantir une utilisation efficace des ressources et faciliter l'échange des renseignements, des capacités et de moyen entre les services,
- \* Possibilité de communiquer par delà les frontières grâce à l'implication des BCN INTERPOL



La deuxième solution est le guide élaboré par Interpol pour aider les acteurs non-étatique dans la collecte et le partage des informations en matière de criminalité environnementale.

Le guide s'articule autour d'un élément central l'ECOMESSAGE qui est un format standardisé détaillé et approprié pour la collecte des informations. Il est destiné à être utilisé par le Public, ONG, Société Civile et les Organisations Intergouvernemental. il a l'avantage de fournir des informations de haute qualité Détaillées Complètes

La session s'achève par une présentation du Dr aurelian sur les attentes pour la session de travail en groupe

# Les chiffres du 427000 FCFA Workshop

C'est la somme d'argent rackettée aux transporteurs de bois par les agents du ministère des forêts et de la faune au Cameroun et de la gendarmerie sur l'axe Bertoua-Ngaoundéré de 512 km, selon une étude réalisée en 2012 par le Comité nationale de lutte contre la corruption (CLCC).



**USD 29** MILLION

It's the annual overall cost of corruption according to Interpol. In a recent study conducted by the TREES project in collaboration with INTERPOL, corruption was identified as occurring most commonly at: point of harvest (50 %); followed by road transport (23.1 %); processing plants (26.9 %)

## 23 milliards de dollars

Le commerce mondial illégal d'espèces sauvages est estimé à **23 milliards de dollars**. Il est à l'origine du braconnage et de l'exploitation de la faune sauvage à travers le monde et mine les moyens de subsistance et les économies locales.

# ILS ONT DECLARE



*Davyth Stewart, responsable du projet Leaf à Interpol*

« Les différents acteurs impliqués dans l'application des lois doivent se mettre ensemble pour mener des enquêtes conjointes dans le secteur forestier »

*Claude Simo Hyepdo, chargé des programmes assistant de transparence International Cameroun.*

« Nous devons lutter efficacement contre la corruption à tous les niveaux, car la petite et grande corruption se côtoient »



*Ambroise Rodrigue Ella, Chef de la brigade nationale de contrôle*

Des dénonciations formelles fondées sur les rapports d'OIE bien structurés de FODER et des organisations mettant en œuvre le SNOIE ont permis au Ministère des Forêts et de la Faune du Cameroun de renforcer le contrôle forestier et l'application de la loi. Grâce aux rapports, il ne revenait plus au ministère qu'à aller constater les infractions.

*Denis MAHONGHOL, Chargé de Programme Forêts et Commerce-Afrique Central TRAFFIC*

Seule une action concertée entre les différentes parties prenantes à l'intérieur d'un pays, couplée à une coopération internationale peut venir à bout de ce phénomène. Il faut donc attraper le taureau de la corruption par les cornes, sinon elle nous rattrapera,



## Ont contribué à la rédaction de ce numéro

**Christelle KOUETCHA**

674 672 577  
695 576 397

■ Supervision

**Lore SOUHE**

656 837 853

■ Rédaction

**Daniela BAUR**

+44 74 50 28 98 63

■ Rédaction

**Germain FOTIE**

672 172 222  
691 710 640

■ Infographe

**Blondel SILENOU**

674 672 577  
695 576 397

■ Rédaction

# Workshop Inside

